

SEMAINE NATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

Le français dans tous ses états

300 millions : c'est le nombre de francophones répertoriés à travers le monde. Depuis 10 ans, on en dénombre même 35 millions de plus. Elle est bel et bien vivante, la langue de Molière. Celle-ci est toutefois au cœur de bien des luttes, à l'échelle de la province, du pays et du monde. Au Québec, des voix s'élèvent régulièrement pour la protéger et dénoncer son recul dans l'espace public. À l'occasion de la Semaine nationale de la francophonie, *Le Devoir* consacre un cahier spécial à la langue française, à ceux qui la font rayonner et aux enjeux qui y sont rattachés.

Les univers de Dany Laferrière

Les mots comme de la musique aux oreilles

L'écrivain québécois d'origine haïtienne Dany Laferrière, de l'Académie française, maîtrise à la perfection la langue de Molière, dans toute sa beauté et toutes ses subtilités. Avec la magie et la poésie des mots, il nous transporte dans les univers qui sont les siens. *Le Devoir* a échangé avec lui par courriel, alors qu'il attendait son avion pour Guangzhou, en pleine tournée de promotion à travers la Chine. Tour à tour, il nous fait part de ses observations sur l'usage du français, nous parle de littérature en Haïti, de son dernier ouvrage, *Autoportrait de Paris avec chat*.

CHARLES-ÉDOUARD CARRIER
Collaboration spéciale

Vous voyagez souvent et aux quatre coins du monde. Qu'observez-vous quant à l'usage de la langue française? Comment se porte-t-elle aujourd'hui?

Les langues n'ont pas de vie personnelle, elles dépendent des aléas sociaux, politiques ou économiques, mais elles constituent souvent une des plus fortes passions humaines, d'où la difficulté de les analyser. Cela dépend de leur classification dans les besoins. Il y a des peuples en guerre qui cherchent à survivre, des peuples sous la dictature qui cherchent à se libérer, des peuples affamés qui

cherchent à manger et d'autres qui résistent aux dogmes religieux. Quand on a résolu ces problèmes, on peut passer à des difficultés d'ordre identitaire tout aussi essentielles. Je remarque simplement que les pays plus pauvres ne parlent jamais de la mort de la langue, ils se contentent de la parler et s'estiment heureux quand on leur permet cela. Les pays plus riches en parlent souvent sous un angle nostalgique et évoquent parfois un temps où leur langue dominait la scène. Quant au Québec, son cas est particulier puisque tout en étant riche, il doit défendre sa langue, la plaçant ainsi au cœur de son identité.

VOIR PAGE C 3 : LAFERRIÈRE

FRANCOPHONIE

Une semaine pour combattre l'insécurité linguistique

Vous sentez-vous jugés par votre accent ou votre manière de vous exprimer en français? Peut-être souffrez-vous d'insécurité linguistique. Zoom sur un complexe qui afflige surtout les francophones en contexte minoritaire.

ETIENNE PLAMONDON EMOND
Collaboration spéciale

Lors d'une recherche qu'elle menait pour le ministère de l'Éducation de l'Ontario, Phyllis Dalley se rappelle qu'une élève franco-ontarienne de quatrième année lui avait montré le Dictionnaire des difficultés de la langue française. « Elle m'avait dit que ce dictionnaire était fait pour eux, car "ils ne parlaient pas bien français", alors que le français était leur seule langue d'usage », raconte la sociolinguiste et professeure à l'Université d'Ottawa.

À ses yeux, il s'agissait d'une manifestation d'insécurité linguistique. Cette expression désigne un sentiment d'infériorité ou d'incompétence vécu par plusieurs francophones en contexte minoritaire lorsqu'ils s'expriment en français, même s'il s'agit de leur langue maternelle. Cette impression prend sa source dans l'idée que sa langue n'a pas la même valeur qu'une autre, par exemple l'anglais, ou que l'on ne s'exprime pas dans la bonne variété de la langue, comme certains francophones du Canada peuvent le ressentir à la rencontre de Québécois, ou comme certains Québécois peuvent le ressentir à la rencontre de Français.

rencontré des francophones en contexte majoritaire, qui pensaient que mon accent était anglophone, se souvient-elle. Je me faisais dire que je parlais très mal et qu'on ne me comprenait pas. On voulait me parler en anglais, malgré le fait que j'ai grandi en parlant français. »

Ce complexe peut parfois se transformer en une crainte de prendre la parole, voire un refus ou un abandon de s'exprimer en français. « On va voir des gens qui préfèrent utiliser l'anglais parce qu'ils sont mal à l'aise avec la qualité de leur langue, ajoute Phyllis Dalley. Mais ce sentiment n'est pas lié à une évaluation objective de leur compétence langagière. »

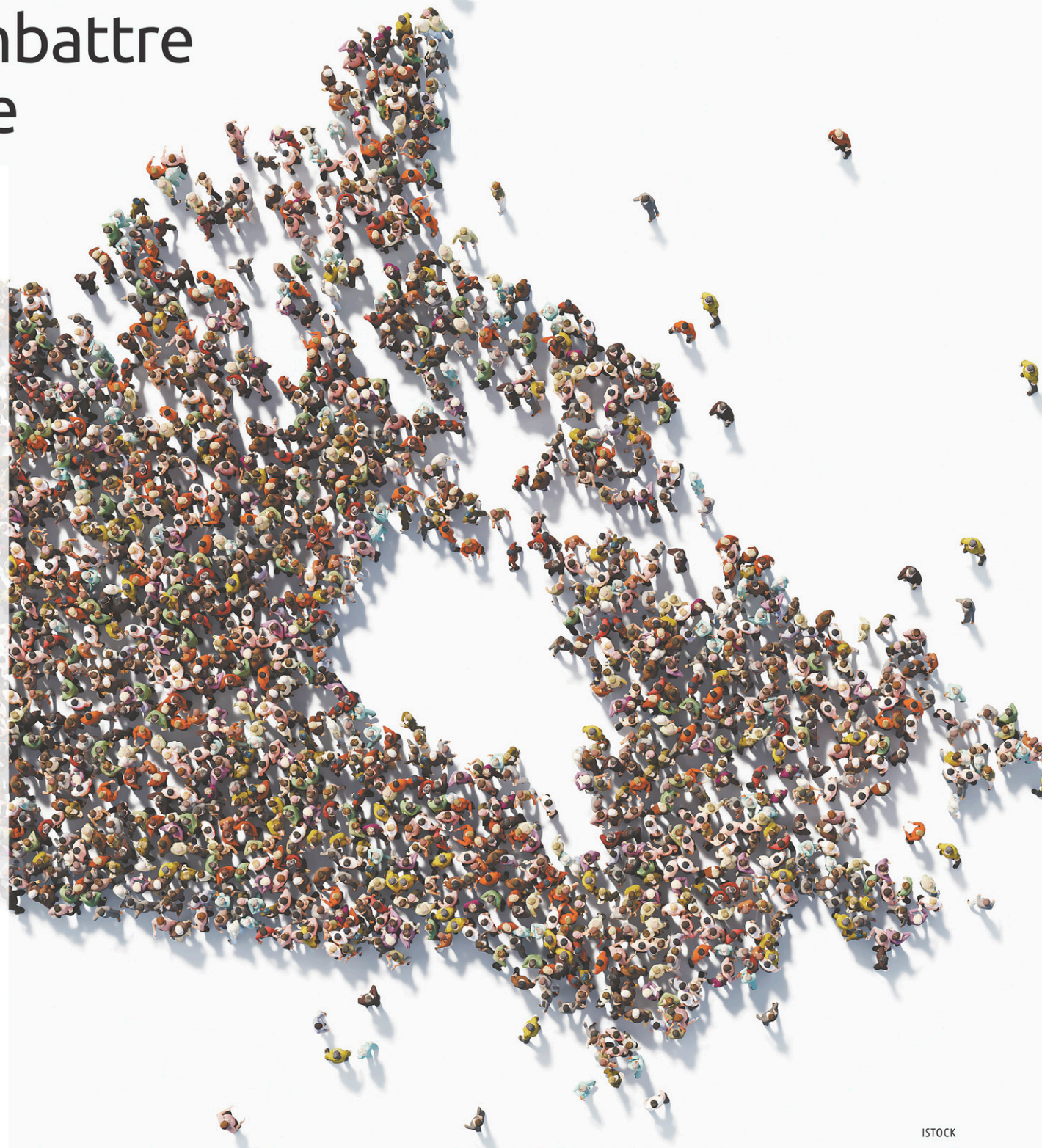
Anne Vinet-Roy, présidente de l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF), a aussi observé ce phénomène chez ses élèves durant la vingtaine d'années où elle a enseigné au secondaire dans le nord de l'Ontario. « Quand on leur reprochait de ne pas utiliser la langue française régulièrement, ils me disaient qu'ils aimaient mieux parler anglais parce qu'ils se sentaient moins jugés, moins critiqués. Pourtant, ils parlaient très bien le français », observe-t-elle.

À ses yeux, la Semaine nationale de la francophonie, organisée par l'ACELF, vise justement à contrer cette insécurité linguistique. Le thème de cette année, « Francophones... naturellement! », est entre autres une invitation faite aux francophones du pays à développer le réflexe de ne jamais hésiter à demander des services ou à s'exprimer en français.

Une stratégie portée par les jeunes

L'insécurité linguistique n'est pas nouvelle. En revanche, l'expression circule de plus en plus dans la francophonie canadienne. « Il y a une prise de conscience depuis peu de temps », signale Phyllis Dalley, qui explore cette notion depuis les années 2000. Des discussions sur le sujet se sont déroulées dans le cadre du congrès de l'ACELF en 2017. Pour lancer sa plateforme Web ONFR+ il y a quelques semaines, la chaîne franco-ontarienne TFO a mis en ligne une série de capsules, intitulée « Les accents », qui aborde la question.

« Ce sont les jeunes qui ont commencé à s'approprier le terme d'insécurité linguistique », remarque Phyllis Dalley. C'est le cas de Sue Duguay, présidente de la Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF). La Néo-Brunswickoise raconte avoir vécu une forme d'insécurité linguistique lorsqu'elle entrait simplement à l'épicerie dans son village natal, majoritairement anglophone. « Je n'avais pas le courage de dire "bonjour" au lieu de dire "hi" ou "hello" », souligne-t-elle.



ISTOCK

« On va voir des gens qui préfèrent utiliser l'anglais parce qu'ils sont mal à l'aise avec la qualité de leur langue. Mais ce sentiment n'est pas lié à une évaluation objective de leur compétence langagière. »

Suzanne Robillard, Franco-Colombienne et doctorante en sociolinguistique à l'Université d'Ottawa, a vécu ce choc la première fois lorsqu'elle a participé à des événements d'envergure nationale. « J'ai

Avec le FJCF, elle travaille actuellement à l'élaboration d'une Stratégie nationale pour la sécurité linguistique, question d'aborder cet enjeu avec « une vision plus positive ». Son objectif consiste à concevoir une stratégie qui pourrait être utilisée dans tous les domaines, par toutes les générations et dans toutes les régions du pays pour conscientiser les collectivités et trouver des solutions. Des consultations et un sondage ont été menés au cours des derniers mois sur la question, tandis qu'un symposium sera organisé prochainement sur le sujet.

Sans vouloir sauter aux conclusions trop vite, Sue Duguay constate que l'idée d'une communication et d'un dialogue entre les communautés linguistiques minoritaires et majoritaires pour comprendre les différentes réalités revient régulièrement parmi les commentaires entendus.

Phyllis Dalley a des doutes quant à la possibilité d'effacer complètement l'insécurité linguistique. « Il faudrait déconstruire tous les rap-

ports de pouvoir entre les langues et les variétés de langue. » L'école et les médias peuvent néanmoins faciliter, selon elle, un changement d'attitude ou de perception. À l'échelle de la personne, elle croit qu'il faut travailler sur les capacités des gens à prendre la parole, même s'ils se sentent mal à l'aise ou ont l'impression que leur manière de parler n'est pas valorisée.

Des ateliers

En Colombie-Britannique, Suzanne Robillard a, quant à elle, mené des ateliers sur l'insécurité linguistique pour des jeunes de 14 à 25 ans en collaboration le Conseil jeunesse francophone de la Colombie-Britannique (CJFCB). « On travaille avec les jeunes pour les écouter, pour entendre leur expérience, et puis on propose des solutions », dit-elle. Une part importante de l'exercice est consacrée à démontrer qu'il n'y a pas un bon et un mauvais français. Toujours avec le CJFCB, elle développe actuellement des ateliers pour les professeurs de français et les pa-

rents. « Ils sont peut-être moins sensibilisés aux enjeux que leurs enfants vivent », souligne-t-elle, en évoquant que plusieurs francophones d'ailleurs s'installent dans la province de l'Ouest canadien.

L'une des solutions est, selon elle, de constituer un modèle linguistique plutôt que de corriger explicitement ceux qui prennent la parole, ce qui risque d'être perçu comme une critique et n'aide en rien les locuteurs à s'améliorer. Elle juge que le discours dénonçant des calques de l'anglais comme un signe de la détérioration du français vise la mauvaise cible. « Le problème, ce n'est pas la structure de la langue, c'est tout le complexe social qui entoure l'utilisation du français, dont un aspect est cette insécurité qu'on ressent parfois en s'exprimant dans cette langue, croit la Franco-Colombienne. C'est complexe comme problème, mais la première étape, c'est la sensibilisation et l'ouverture d'esprit [à l'idée] qu'il existe d'autres francophonies tout aussi valables et valides que le français québécois. »

CÉLÉBREZ LE MOIS DE LA

FRANCOPHONIE

Ensemble pour une francophonie *solidaire* dans les Amériques! 2019

DÉCOUVREZ LE NOUVEL



ESPACE MEMBRE

- Deux films pour voyager dans le temps et dans les Amériques
 - Zachary Richard, *toujours batailleur*
 - *Un rêve américain* (avec l'artiste franco-ontarien Damien Robitaille)
- 31 livres numériques de la bibliothequedesameriques.com

PARTICIPEZ AU CONCOURS ET TESTEZ VOS CONNAISSANCES SUR LA FRANCOPHONIE!

UN GRAND PRIX D'UNE VALEUR DE 1 000 \$ À GAGNER!

francophoniedesameriques.com

Devenez membre d'une communauté de plus de 33 millions de locuteurs de français dans les Amériques, c'est GRATUIT!

francophoniedesameriques.com



@CFAmériques #AmFr

Le Centre bénéficie du soutien financier du Secrétariat du Québec aux relations canadiennes.



FRANCOPHONIE



D'Haïti au Québec à l'Académie

JOEL SAGET

AGENCE FRANCE-PRESSE

LAFERRIÈRE

SUITE DE LA PAGE C 1

À votre entrée à l'Académie française, en mai 2015, vous avez mentionné qu'il s'agissait d'une élection significative pour Haïti. Aujourd'hui, celle-ci a-t-elle porté ses fruits pour Haïti et ses auteurs?

J'avais, dès l'annonce de mon entrée à l'Académie, dédié simplement cette élection à Haïti et au Québec. Le premier a structuré ma sensibilité littéraire, et c'est au Québec que j'ai d'abord publié tous mes livres. Il y a une ligne directe entre ces deux pays dans le fait que je sois ce type d'écrivain. Cela dit, lorsqu'Anne Hébert a eu le prix Femina, on ne lui a pas demandé ce qu'elle allait faire pour les écrivains du Québec. On peut, par des conférences et par sa présence sur la scène littéraire, faire comprendre à l'État haïtien qu'écrire est un métier, et à l'État québécois qu'écrire réclame une certaine fantaisie. Aux jeunes écrivains, que c'est une histoire qui dure toute une vie. Qu'ils doivent être attentifs à la vie qui se déroule autour d'eux et chercher à en témoigner par tous les moyens que leur accordent leur sensibilité, leur sens musical et leur capacité à capter une époque comme une vie particulière.

Vous serez l'invité d'honneur de la 25^e édition de Livres en folie le 20 juin prochain en Haïti. Pour vous qui êtes né à Port-au-Prince, avez

grandi à Petit-Goâve, avez écrit pour le journal *Le Petit Samedi soir* et avez fait partie de l'équipe de Radio Haïti, que signifient ces rencontres en sol haïtien?

Haïti n'a jamais quitté le cœur du monde. Un peu partout sur cette planète, on s'étonne du fait que les chauffeurs de taxi haïtiens citent Rimbaud et donnent une opinion réfléchie sur la situation au Moyen-Orient. Est-ce un temps trop long sous la dictature qui les a obligés à s'intéresser au reste du monde puisque le dictateur sanctionnait toute opinion sur la situation nationale? Pour moi, ce sera un moment émouvant puisque j'irai dans des villes que je n'ai pas visitées depuis longtemps et j'aurai la possibilité de converser avec une nouvelle génération.

Votre plus récent livre, *Autoportrait de Paris avec chat*, marie écriture manuscrite et dessins. Il fait danser les paragraphes et illustrations dans l'ordre et le désordre. De cette façon, n'enlevez-vous pas un peu de cette magie laissée au lecteur lorsqu'il met lui-même en scène le récit dans lequel il est plongé?

Vous me dites que les dessins sont peut-être de trop et engagent un peu l'imaginaire dans un étroit tunnel... je crois pour ma part qu'il faut prendre un livre avec l'univers qu'il propose. La question est plutôt de savoir s'il reste loyal à cet univers. Suggérer que telle ou telle chose ne se fait pas fait basculer l'art dans l'espace du pouvoir. Le pouvoir du possible, l'art de l'impossible. L'art et le pouvoir créent ainsi une ten-

sion nécessaire à notre vie. D'abord, ces dessins sont tellement liés au texte qu'ils deviennent essentiels au livre. C'est cela, le livre. Ce ne sont pas des photos. Le dessin est un art en lui-même. Quand je dessine Miles Davis, ce n'est plus un Miles Davis objectif, mais une vision subjective du musicien. Les mots comme les dessins sur une page forment un tableau dans ce livre.

Est-ce pour cette raison que certains lecteurs voient ce livre comme une expérience, une aventure littéraire? La magie d'un texte, c'est le lecteur qui doit la ressentir et c'est assez unanime dans ce cas. On m'a dit qu'on entre dans ce livre sur la pointe des pieds pour s'y installer assez vite. On s'y perd dans des pièces parfois ensoleillées, d'autres fois baignées dans une pénombre, on entend de la musique, celle du jazz, du rap, de Boris Vian ou de Duke Ellington, on assiste à l'éclosion d'un mythe comme celui de Coco Chanel ou au rapprochement étrange entre Villon et Doc Gynéco, et on s'étonne de la force intellectuelle de James Baldwin. C'est ce mélange des genres qui fait l'originalité du livre.

Votre premier roman, *Comment faire*

«La magie d'un texte, c'est le lecteur qui doit la ressentir»

L'Amour avec un Nègre sans se fatiguer, est sorti en 1985. Trente-quatre ans plus tard, avez-vous le sentiment que cette œuvre a bien vieilli? On ne peut pas savoir. En revanche, le livre est toujours en librairie et un

livre que les gens lisent garde sa fraîcheur. Il arrive que des lecteurs vieillissent mal aussi. Au début, ils sont intrépides, lisent des livres réputés difficiles, puis, au fil du temps, ils ne lisent plus que des livres qui se laissent dévorer.

Si le Dany Laferrière qui publiait l'an dernier *Autoportrait de Paris avec chat* prenait un café avec l'autre Dany Laferrière, celui à la veille du lancement de *Comment faire l'amour avec un Nègre sans se fatiguer*, de quoi discuterait-il les deux hommes?

Du café. Celui de ma grand-mère, dont je n'ai oublié ni l'odeur ni le goût. Pas plus que le visage de celle qui a structuré ma sensibilité.

Et comment voyez-vous le futur de la littérature française?

Je ne lis pas dans le marc de café.

Des auteurs à découvrir

Frantz Duval est journaliste et rédacteur en chef du quotidien *Le Nouvelliste*, le plus ancien quotidien d'Haïti. Il est aussi membre du comité organisateur de la 25^e édition de Livres en folie, un événement littéraire auquel Dany Laferrière participera à titre d'invité d'honneur. M. Duval nous propose de découvrir cinq romans francophones signés par une nouvelle génération d'auteurs haïtiens.

Rapatrié, par Nehemy Pierre Dahomey
Il fallait venir un soir, par Billy Midy
Les brasseurs de la ville, par Evains Wèche
Nul chemin dans la peau que saignante étreinte, par Jean D'Amérique
La couturière de Martissant, par Ronald Paul

Cinéma et entretien

Cinquante ans après la promulgation de la Loi sur les langues officielles, quel bilan en tirer?

Projection du film *La part du diable* en présence de son réalisateur, Luc Bourdon, suivie d'une discussion-débat.

ANIMÉ PAR
Jean-Benoît Nadeau,
 écrivain, journaliste
 et chroniqueur au
 journal *Le Devoir*

AVEC
Johanne Poirier,
 titulaire de la chaire Peter MacKell
 sur le fédéralisme à l'Université McGill
Luc Bourdon, réalisateur

À l'Auditorium de la
Grande Bibliothèque

LE MERCREDI
27
 MARS
 à 18 h

Dans le cadre du
 50^e anniversaire de la Loi
 sur les langues officielles
 et à l'occasion du Mois
 de la Francophonie

Grande Bibliothèque
 475, boul. De Maisonneuve Est
 Montréal ☎️ @Berri-UQAM
 514 873-1100 ou 1 800 363-9028
 banq.qc.ca 📱 📺 📺 📺

EN COLLABORATION AVEC
AUF Agence
 UNIVERSITAIRE
 de la FRANCOPHONIE
 Amériques

Bibliothèque
 et Archives
 nationales
 Québec

GRANDE
 BIBLIOTHÈQUE



Un portrait impressionniste
 des années 1970 en images,
 en chansons et en musique

Un film de LUC BOURDON

FRANCOPHONIE

Former des champions de la bonne gouvernance

MARIE-HÉLÈNE ALARIE
Collaboration spéciale

Le Programme canadien de bourses de la Francophonie (PCBF) travaille au renforcement institutionnel des pays participants. Cette année, il vise à former de hauts gestionnaires des universités des pays bénéficiaires à l'instauration d'une bonne pratique de la bonne gouvernance universitaire.

Les universités évoluent dans un contexte concurrentiel, alors que les contraintes de financement, notamment public, se font de plus en plus prégnantes. De nombreuses universités, en particulier dans les pays en développement, doivent affronter un accroissement massif et continu du nombre d'étudiants tout en assumant une bonne adéquation entre leurs offres de formation et de recherche et les besoins de la société. Les outils de la gouvernance universitaire, en particulier ceux de la planification et du pilotage stratégique, du management de la qualité et de la gestion du changement, sont un élément important de la réponse que les universités doivent apporter à ces défis. « Il n'y a pas qu'une seule réponse, mais des réponses adaptées au milieu de chacune des universités », précise Tony Toufic, directeur du programme.

Une première cohorte

Dès la rentrée 2019, une première cohorte de boursiers provenant d'une dizaine d'universités et d'autant de pays participera à un programme de recherche de six mois axé sur la bonne gouvernance universitaire mis sur pied par le BCBF en collaboration avec l'Agence universitaire francophone (AUF), qui possède un Institut pour la gouvernance universitaire basé au Cameroun.

« Il n'y a pas qu'une seule réponse, mais des réponses adaptées au milieu de chacune des universités »

Les stagiaires devront faire un diagnostic et une analyse critique du champ de compétence qu'ils souhaitent approfondir. « Ensuite, ils devront développer un plan d'action pour améliorer cette gouvernance particulière en étant conscients de leurs ressources et de leurs limites, explique le directeur. On vise un apprentissage par modèle puisque chacun des boursiers sera jumelé à un *coach*-superviseur. » Ce *coach* sera responsable de l'encadrement pendant et après le stage ainsi que de la sélection de personnes-ressources à l'intérieur ou à l'extérieur de l'université qui seraient susceptibles de les renseigner ou de les inspirer dans leurs démarches. Après les six mois de stage, les participants retourneront dans leur université pour mettre en application leur plan d'action.

« En vidéoconférence, on souhaite rassembler les participants pour une journée de partage où ils échangeront sur leurs succès, les enjeux affrontés ou les éléments auxquels ils ont dû s'adapter... Ce sera la rencontre des champions de la gouvernance universitaire! » conclut Tony Toufic.

OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

L'art de créer des mots



Les néologismes proviennent de partout. Le mot « égoportrait », par exemple, n'a pas été créé par l'Office, mais par le journaliste du *Devoir* Fabien Deglise.

ISTOCK

L'Office québécois de la langue française (OQLF) est constamment appelé à créer des mots pour décrire de nouvelles réalités de la vie moderne. Il a d'ailleurs lancé pour la première fois cette année un concours de créativité lexicale pour les élèves du secondaire. Xavier Darras, coordonnateur de la production terminologique à l'OQLF, et Julie Létourneau, porte-parole de l'OQLF, répondent aux questions du *Devoir* sur cette mission un brin mystérieuse que constitue la création de mots.

MARTINE LETARTE
Collaboration spéciale

Qui a la responsabilité de créer des mots en français et comment réalisez-vous ce travail?

Xavier Darras : Nous sommes une équipe d'environ 15 personnes, des terminologues, qui travaillent sur le Grand Dictionnaire terminologique pour enrichir la langue française.

Nous réalisons des travaux thématiques, comme créer le vocabulaire d'un domaine particulier. Nous l'avons fait récemment pour les réseaux sociaux, l'électrification des transports et les systèmes d'aide à la conduite. Nous avons aussi réalisé un vocabulaire pour l'intelligence artificielle qui connaît un grand essor à Montréal.

L'Office a à cœur que les gens puissent travailler en français, alors

il faut s'assurer que les besoins terminologiques sont comblés.

Nous répondons aussi à plusieurs questions du grand public, d'entreprises, d'associations et de la fonction publique. La plupart du temps, nous leur donnons le bon mot à utiliser qui existe déjà. Les autres fois, nous sommes devant une tendance récente qui n'a pas encore été nommée, donc il faut créer un mot, un néologisme. Nous avons un fonctionnement assez souple pour le faire et je crois que c'est notre force.

Collaborez-vous avec la France pour réaliser ce travail?

Nous avons une bonne collaboration avec notre équivalent, la Délégation générale à la langue française et aux langues de France, mais nous sommes autonomes.

Nous prenons connaissance de ce que nous faisons de part et d'autre. Parfois, la France adopte des mots qui ont été créés au Québec, comme « courriel », dont l'inventeur reste d'ailleurs inconnu. Et parfois, c'est nous qui adoptons les mots créés en France. Comme « mégadonnées ».

Pouvez-vous me donner des exemples de mots créés par l'OQLF qui se sont imposés dans les dernières années?

Nous avons créé « baladodiffusion » en 2014. Il a fallu un peu de temps pour que son utilisation soit généralisée, mais l'un des premiers à l'avoir utilisé a été le blogueur Bruno Guglielminetti. Il y a aussi « pourriel », « clavardage », « hameçonnage », « infonuagique » et « mot-clic ». Le mot « égoportrait » n'a pas été créé par l'Office, mais par le

journaliste du *Devoir* Fabien Deglise. Nous l'avons adopté et nous avons créé une fiche dans le Grand Dictionnaire terminologique qui fut la plus consultée pendant trois ans! Ces mots sont ensuite généralement intégrés au Petit Larousse ou au Petit Robert, lorsque ce n'est pas aux deux.

Peut-on parler d'un domaine sur lequel vous travaillez actuellement?

Nous sommes entre autres en train de créer un vocabulaire pour tout ce qui touche à la cryptomonnaie [bitcoin]. Nous avons déjà réalisé des fiches terminologiques récemment pour « minage », « minage clandestin », « parachutage », etc. Nous poursuivons notre travail dans le domaine.

Pourquoi avez-vous décidé de lancer cette année un concours de créativité lexicale?

Julie Létourneau : C'est important de pouvoir travailler en amont avec les jeunes, de proposer des options en français pour les mots anglais qu'ils utilisent. Nous voulons montrer avec le concours que le français est une langue vivante, pas figée ni rigide.

Nous leur donnons ainsi la possibilité de faire des propositions pour permettre d'exprimer en français quatre concepts qu'ils utilisent dans leur vie de tous les jours : « *athlisure* », « *life hack* », « *streamer* » et « *youthquake* ». Puis, on leur laisse un cinquième concept au choix. Nous voulons qu'ils s'amuse avec la langue, qu'ils puissent trouver des mots le *fun* pour décrire leur réalité.

Le concours, qui se tient dans le

Entre 500 et 700

C'est le nombre de fiches ajoutées par année au Grand dictionnaire terminologique de l'OQLF. Plus de 1000 y sont aussi mises à jour annuellement.

Chaque fiche peut comprendre un ou plusieurs termes, soit le terme principal ainsi que ses synonymes et ses variantes. Plus d'une centaine de ces mots sont qualifiés de néologismes de forme ou de sens. Ces nouveaux mots ou nouveaux termes complexes composés de quelques mots sont créés par l'OQLF, ou sont répertoriés dans la documentation.

cadre de La Francofête, est réalisé en collaboration avec les professeurs de français du secondaire et est directement lié au programme de formation. Les propositions sont acceptées jusqu'au 29 mars et ensuite, nous prendrons le temps de les analyser. Nous prévoyons d'annoncer les gagnants le 6 mai.

Journée internationale de la Francophonie 2019

Mobiliser, concerter, former, innover :
le français, outil de développement durable



Une francophonie bien vivante d'un bout à l'autre du pays

ÉCRIT PAR L'ÉQUIPE BIS LE DEVOIR

Les francophones au Canada sont loin de vivre seulement au Québec: on en retrouve dans toutes les provinces, ainsi que dans les territoires.

Plus de **600 000** francophones vivent en Ontario. C'est la plus grande communauté franco-canadienne hors Québec. On trouve aussi en Ontario plus de 1,5 million d'habitants qui ont une connaissance du français.

Près de **240 000** habitants du Nouveau-Brunswick sont francophones.

Plus de **26 000** personnes connaissent le français à Terre-Neuve-et-Labrador.

Près de **100 000** francophones vivent en Alberta.

Plus de **70 000** francophones habitent en Colombie-Britannique.

Près de **43 000** francophones vivent au Manitoba.

Source : Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada <https://carte.immigrationfrancophone.ca/>

Des Ontariens sont heureux de vivre leur quotidien en français, des artistes acadiens rayonnent au pays et à l'international, des dizaines de milliers de francophones habitent les différentes provinces, d'est en ouest... La francophonie est bien vivante à travers le Canada. Et ce, même si les Québécois ont souvent l'impression qu'ils sont les seuls à vivre en français au pays. On découvre toute cette vitalité dans *Tournée Générale*, une nouvelle émission d'Unis TV.

« Je me suis rendu compte en travaillant sur ce projet que, si je connaissais bien le Québec, je connaissais très peu la francophonie canadienne », indique d'emblée Bryan Audet, animateur de *Tournée Générale*, originaire de Saint-Élie-de-Caxton.

C'est ainsi qu'il a découvert une communauté bien vivante à travers le pays, qui se bat pour le même objectif: assurer la survie de la langue française.

« Au Québec, nous sommes majoritaires comme francophones et, en raison de notre petit star-système, nous sommes moins à l'affût de ce qui se passe à travers le Canada, indique Bryan Audet, qui a d'ailleurs participé à la mouture 2012 de *Star Académie*. Les Franco-Canadiens font des choses extraordinaires et se battent au quotidien pour maintenir leur culture en vie et obtenir des services en français. »

L'auteure-compositrice-interprète acadienne Caroline Savoie, maintenant connue à l'international grâce à sa participation à *The Voice* en France, incarne bien cette réalité. Lors de son passage à *Tournée Générale*, elle raconte comment sa mère lui disait souvent, lorsqu'elle était enfant, qu'elle avait la chance de vivre dans la seule province bilingue du pays, et qu'elle devait toujours demander des services en français, même pour commander un simple café.

Patrick Chan, patineur artistique le plus titré de l'histoire canadienne, est aussi bien

placé pour témoigner de la vitalité du français au pays. Avec ses parents d'origine chinoise, il a grandi à Ottawa et à Toronto, mais a fréquenté l'école française. Son père, arrivé à Montréal à l'âge de trois ans, est très attaché à la langue française et, comme employé du gouvernement canadien, il a constaté les avantages d'être bilingue.

« Les Franco-Canadiens font des choses extraordinaires et se battent au quotidien pour maintenir leur culture en vie et obtenir des services en français »

« Comme Canadien, je voulais vraiment apprendre sur les différentes cultures présentes au pays, dont la culture francophone », raconte dans l'émission ce médaillé olympique de 28 ans, qui s'estime maintenant très chanceux d'avoir pu s'ouvrir ainsi très jeune à la culture francophone. Il y a en fait toute une diversité à découvrir dans la francophonie canadienne.

C'est d'ailleurs un cheval de bataille de Justin Johnson, un Métis francophone, directeur général de l'Association des municipalités bilingues du Manitoba et vice-président de la Fédération des com-

munités francophones et acadienne. Il a été invité à *Tournée Générale* pour la journée Louis Riel. Ce Métis francophone rêvait de créer un Manitoba où tous les habitants, qu'ils soient Amérindiens, Métis ou Blancs, francophones ou anglophones, cohabiteraient ensemble dans le respect et l'égalité.

« Après la pendaison de Louis Riel, ce n'était pas facile pour mes ancêtres de dire qu'ils étaient des Métis de la rivière Rouge, raconte Justin Johnson, qui fait maintenant sa maîtrise sur ce personnage politique. Avec leur sang mélangé, les Métis étaient considérés comme des impurs. Ils ne représentaient pas l'idéal du Canada anglais de l'époque. Mon grand-père a perdu son travail pour cette raison. Ça a laissé des traces, mais depuis quelques années, on voit une renaissance de la fierté chez les jeunes Métis, qui veulent comprendre leur histoire et les combats de leurs ancêtres. »

LES MILLE VISAGES DE LA FRANCOPHONIE

La francophonie canadienne a donc plusieurs visages et accueille en son sein plusieurs minorités. Or, entourés d'anglophones, les francophones sont aussi souvent à un cheveu de perdre leur langue. C'est ce qui est arrivé notamment à Roger Boucher, un magicien fransaskois (francophone qui habite en Saskatchewan), qui

avait pourtant appris le français de ses parents francophones.

« Lorsqu'il a eu ses enfants, il a décidé de réapprendre le français qu'il avait perdu à force de vivre dans un milieu à prédominance anglophone, explique Bryan Audet. Il a réalisé que le français est une richesse et qu'il voulait léguer cette culture à ses enfants. C'est magnifique! »

En découvrant toutes ces personnes issues de la francophonie canadienne, Bryan Audet a vu en ces gens une véritable source d'inspiration. « On devrait peut-être prendre un peu moins notre langue pour acquis au Québec, en prendre davantage soin et être plus proches du reste de la francophonie canadienne. Les Franco-Canadiens sont nos cousins proches, bien plus que ce sont les Français de France! »

Créer des liens entre les francophones

Qu'on soit dans le Mile-End à Montréal, à Hawkesbury en Ontario, à Saint-Isidore en Alberta ou à Moncton au Nouveau-Brunswick, on retrouve une foule de francophones avec plusieurs points en commun.

C'est pour créer des liens entre eux que l'émission *Tournée Générale* a vu le jour en janvier. Philippe Burnet, producteur et rédacteur en chef de *Tournée Générale*, lui-même un Franco-Ontarien, a réuni une équipe diversifiée devant la caméra. D'abord, il y a l'animateur Bryan Audet, un Québécois qu'on a vu auparavant, entre autres, comme chroniqueur à *Sucre salé* et à *Salut bonjour*. À ses côtés, on retrouve les Franco-Ontariens Nadia Campbell et Olivier Nadon, des artistes multidisciplinaires, tous deux membres du groupe d'improvisation Improtéine.

« Ils me font découvrir la réalité franco-canadienne que je ne connaissais pas »,

indique Bryan Audet qui, à 28 ans, a encore de nombreux coins francophones du pays à découvrir.

C'est justement l'une des missions de *Tournée Générale*, dont le tournage se déroule à Toronto. Pour rejoindre facilement des gens d'un bout à l'autre du Canada, l'équipe utilise la vidéoconférence. C'est donc au naturel, devant leur ordinateur, qu'on découvre les invités de l'émission.

« Ça a son charme, affirme Bryan Audet. Ça nous permet d'ouvrir nos horizons. Par exemple, on a pu parler en direct avec Rémi Leduc du Nouveau-Brunswick, qui participait à la course de chiens de traîneau Yukon Quest. »

Les sujets abordés ratissent très large. Dans un épisode, Nadia Campbell nous plonge dans la réalité du mariage et de la femme qui prend le nom de son époux, une pratique très courante au Canada, mais qui a été abolie au Québec en 1981. Et bien sûr, il a été question de l'automne noir pour les Franco-Ontariens, qui ont vu le gouvernement de Doug Ford abandonner notamment le projet d'Université de l'Ontario français.

Pour Justin Johnson, qui se bat notamment pour le bilinguisme et pour que les Métis francophones trouvent leur place au sein de la francophonie canadienne,

« Plus on augmente nos connaissances sur ce qui se vit ailleurs au Canada, plus on se rapproche. »

son passage à l'émission *Tournée Générale* a été significatif.

« Pouvoir parler ouvertement des Métis francophones et de l'importance de leur rôle au pays sur un plateau national, c'est vraiment quelque chose d'extraordinaire et je suis certain que mes ancêtres seraient très heureux de voir ça! » s'exclame-t-il.

« Plus on augmente nos connaissances

sur ce qui se vit ailleurs au Canada, plus on se rapproche, croit Bryan Audet. J'ai même découvert qu'il y avait une grosse communauté francophone à Winnipeg. Moi qui suis un amateur de hockey, je ne m'imaginai pas qu'il pouvait y avoir des francophones parmi les partisans des Jets de Winnipeg! »

Et déjà, la toute jeune émission a permis de tisser des liens concrets... parfois inusités!

« On a reçu le rappeur acadien Jacobus de Radio Radio, qui a invité l'humoriste Olivier [Nadon] à venir écouter la lutte chez lui parce qu'ils habitent dans la même région », raconte Bryan Audet en rigolant. Et ce n'est qu'un début.

« Déjà, on voit plein de francophones nous envoyer des suggestions de gens à rencontrer [dans le cadre de *Tournée Générale*], indique Bryan Audet. Au-delà de la bataille de la survie de la langue, il y a toute une fierté d'être francophone à travers le pays. C'est beau et c'est ce qu'on a envie de mieux faire connaître. »

Tournée Générale, diffusé le mercredi à 22 h.

unisTV

Unis TV propose des émissions tournées aux quatre coins du pays qui présentent les lieux et les gens de chez nous.

FRANCOPHONIE

CENTRE DE LA FRANCOPHONIE DES AMÉRIQUES

Un français bien vivant, du Canada à l'Amérique latine

Le Centre de la francophonie des Amériques, situé à Québec, constate la vitalité de la langue française et même, parfois, un regain d'intérêt à son égard dans différentes régions.

MARTINE LETARTE

Collaboration spéciale

Le documentaire *Zachary Richard, toujours batailleur* explore la résistance acadienne à travers l'histoire sur les lieux où ont vécu ses ancêtres, de la Nouvelle-Écosse en passant par l'Île-du-Prince-Édouard, le Nouveau-Brunswick et la Louisiane.

«Le français aurait pu disparaître en Louisiane et, d'ailleurs, il a déjà été interdit de le parler, mais on voit actuellement que la communauté francolouisianaise retrouve sa fierté et le besoin d'affirmer sa langue et sa culture», indique Johanne Whittom, présidente-directrice générale du Centre de la francophonie des Amériques, qui a pour mission de renforcer les relations entre francophones et francophiles à travers les Amériques.

Plusieurs initiatives politiques ont été réalisées en Louisiane pour assurer les droits des francophones, notamment l'obligation des commissions scolaires de créer un programme d'immersion lorsque les parents de 25 enfants en font la demande. Des mesures ont aussi été prises pour éliminer les listes d'attente.

En devenant membre du Centre de la francophonie des Amériques, ce qui est gratuit, on a accès à ce film et à d'autres, de même qu'à une trentaine de livres numériques d'auteurs francophones des Amériques. Si on s'abonne aussi à la bibliothèque, on a accès à 12 000 livres, allant du roman au livre de cuisine, sans oublier la bande dessinée et le livre historique.

«Nous souhaitons rejoindre le plus de francophones et de franco-



Le français est très présent aussi dans les Caraïbes en raison du mouvement de colonisation française avec les départements et régions d'outre-mer que sont la Martinique et la Guadeloupe, puis les collectivités d'outre-mer que sont Saint-Martin (notre photo) et Saint-Barthélemy.

ISTOCK

philes sur l'ensemble des Amériques par nos différents programmes et activités», explique Johanne Whittom.

Par exemple, pendant le Mois de la Francophonie tenu cette année au Centre sur le thème «Ensemble pour une francophonie solidaire dans les Amériques», plusieurs activités sont organisées, comme le concours «Slame tes accents» à travers les Amériques. Quelques rendez-vous littéraires sont aussi organisés, comme celui avec Kim Thù et les étudiants de l'Université nationale autonome du Mexique le 27 mars, par vidéoconférence.

Des francophones et des francophiles dans des endroits étonnants

Des étudiants qui parlent français au Mexique? Tout à fait! Le français est

très présent aussi dans les Caraïbes en raison du mouvement de colonisation française avec les départements et régions d'outre-mer que sont la Martinique et la Guadeloupe, puis les collectivités d'outre-mer que sont Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

33 millions

C'est le nombre de locuteurs francophones qu'on retrouve dans l'ensemble des Amériques.

Sans oublier Haïti, bien sûr. «Nos membres viennent d'ailleurs en grande partie du Canada et d'Haïti, même si nous en avons vraiment partout dans les Amériques, continents

qui comptent 33 millions de locuteurs francophones, précise Johanne Whittom. D'ailleurs, c'est méconnu, mais plusieurs pays enseignent le français dans le système d'éducation publique, comme le Costa Rica et la République dominicaine.»

Les livres numériques en français du Centre de la francophonie des Amériques peuvent d'ailleurs apporter une grande aide aux apprenants.

«Grâce à la technologie, nous arrivons à soutenir l'enseignement du français, alors que les outils pédagogiques dans la langue de Molière sont rares dans bien des régions des Amériques, note Johanne Whittom. Nous avons même des clubs de lecture dans des écoles membres de notre bibliothèque, qui réservent des livres gratuitement pour leurs élèves.»

D'après le Centre de la francophonie des Amériques, parmi les apprenants français dans les Amériques, 54% proviennent du Canada, 30% des Caraïbes, 8% des États-Unis, 7% de l'Amérique du Sud et 1% de l'Amérique centrale.

Les francophones sont aussi très présents aux États-Unis, à l'extérieur de la Louisiane. Le Centre précise qu'on en compte plus d'un million en Californie, dont près de 100 000 dans la Silicon Valley, où se trouve une forte concentration d'entreprises en technologies numériques.

La Floride est aussi un lieu important pour la francophonie avec plus de 200 000 immigrants francophones en provenance du Canada, plusieurs centaines de milliers d'Haïtiens et près de 50 000 Français.



Programme canadien de bourses de la Francophonie



RENFORCER LES INSTITUTIONS



De 1987 à 2018 le Programme a permis d'offrir près de 2,700 bourses à des personnes qualifiées provenant d'institutions des 37 pays bénéficiaires de la Francophonie.

Le PCBF atteint ses objectifs attendus grâce à l'excellence de ses candidatures (95% de taux de réussite) et la réinsertion de ses boursier-ière-s au retour (85% réinséré-e-s dans les six mois de leur retour).

www.boursesfrancophonie.ca



Affaires mondiales

Global Affairs



Canadian Bureau for International Education



WUSC/EUMC

Catherine Ethier: pour l'amour de sa langue

MARTINE LETARTE

Collaboration spéciale

En vue de faire découvrir de nouvelles expressions de langue française et d'enrichir au passage nos interactions quotidiennes, l'Office québécois de la langue française (OQLF) est allé chercher la chroniqueuse Catherine Ethier pour produire *Le petit guide du parler formidable*, sous forme de capsules vidéo. Celles-ci portent sur un sujet chaud — mais abordé avec humour —, à savoir celui de se faire servir en anglais au restaurant, au magasin et au café. *Le Devoir* a rencontré la chroniqueuse.

Pourquoi avez-vous accepté de devenir le visage (et le cerveau!) derrière *Le petit guide du parler formidable*?

Je trouve que c'est une belle façon de se battre pour le français, quelque chose que j'essaye de faire d'une certaine façon dans tous mes mandats. On me dit souvent que je parle comme un dictionnaire, mais ce n'est pas un personnage, c'est ma façon de m'exprimer. C'est intéressant aussi parce que les capsules sont un peu *funny*, dans la légèreté, alors que les gens se fâchent souvent lorsqu'il est question de parler français.

Et vous, comment réagissez-vous lorsqu'on vous sert en anglais dans un commerce?

Je suis toujours polie, mais je réponds en français. La plupart du temps, la personne comprend et je trouve qu'il n'y a rien de plus charmant que quelqu'un qui fait un effort pour essayer de parler en français. Plus jeune en revanche, j'étais intimidée lorsque les gens me parlaient en anglais et j'avais tendance à répondre en anglais en m'excusant de mon accent. Je trouve qu'il faut plutôt être fier de parler français et qu'on a tendance à plier un peu trop facilement lorsqu'une personne parle anglais.

Avez-vous rédigé vous-même les capsules?

Oui! L'OQLF m'a laissé beaucoup de liberté. Il a accepté mon ton un peu décalé.



Catherine Ethier
MARIE-ÈVE LEVESQUE

«Je sais bien que la vie est très occupée, qu'on n'a pas nécessairement le temps de se mettre de la dentelle sur la noix pour déclamer nos plus belles phrases, mais parfois c'est le fun de faire un petit effort»

Vous êtes dans différents médias, que ce soit à *Gravel le matin* à ICI Première le vendredi, ou dans le journal *Métro*, où vous maniez le verbe avec brio. Mais cette carrière n'était pas tracée d'avance pour vous. Quel a été votre parcours et comment êtes-vous tombée amoureuse de la langue française?

J'ai toujours été forte en français à l'école et j'ai toujours aimé écrire et lire, mais je ne baignais pas dans un milieu très littéraire et je ne pensais jamais que je pourrais en faire carrière. J'avais choisi le chemin des sciences, plus précisément de la biochimie, dans le but de devenir médecin. Une catastrophe! J'ai finalement abandonné le baccalauréat pour étudier en publicité. Lors de voyages, j'ai commencé à écrire de longs courriels de groupe sur Hotmail: il n'y avait pas Facebook à l'époque. C'était des récits de voyage où j'exagérais, et je me suis rendu compte que je pouvais avoir un public, que les gens aimaient me lire.

FRANCOPHONIE

Le défi de travailler en français

Pour souligner les 50 ans de la politique linguistique de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, son président, Daniel Boyer, fait un état des lieux du français en milieu de travail au Québec

Difficile d'imaginer qu'à une certaine époque au Québec, les conventions collectives se négociaient en anglais, même si elles visaient des travailleurs francophones. Et si les choses ont bien changé depuis, c'est en partie grâce aux efforts déployés par la FTQ, qui a joué un rôle clé dans la francisation des milieux de travail. Aujourd'hui encore, l'organisation multiplie les efforts pour que plus de Québécois puissent travailler en français.

CHARLES-ÉDOUARD CARRIER
Collaboration spéciale

Une étude de l'Office québécois de la langue française (OQLF) réalisée en 2016 indique que l'usage du français au travail est stable depuis près de 20 ans. Cependant, on note une diminution de l'usage général ou exclusif du français au travail entre 1989 (73,4%) et 2016 (67,3%). Daniel Boyer, président de la FTQ, refuse de voir ces chiffres comme étant le reflet d'un échec dans les efforts de francisation. Il renvoie plutôt la balle aux derniers gouvernements au pouvoir: «Il y a beaucoup d'efforts qui ont été faits, mais peut-être moins ces dernières années. Les gouvernements en place ont accordé une moins grande importance au français au Québec. C'est pour ça qu'on revendique [à la FTQ] année après année des augmentations de subventions aux organismes qui préconise la langue française.»

L'impact du milieu de travail

Selon cette même étude de l'OQLF, plusieurs facteurs sont associés à une plus grande proportion du temps de travail en français. Par exemple, avoir étudié en français, travailler à l'extérieur de l'île ou de la couronne de Montréal, avoir plus de 55 ans ou ne pas occuper un poste de gestion sont des facteurs qui augmentent les chances de travailler en français. En fonction de l'employeur, la proportion de gens qui travaillent en français augmente lorsque ceux-ci œuvrent dans une entreprise privée dont le siège social se trouve au Québec mais à l'extérieur de la grande région de Montréal, ou encore lorsqu'ils travaillent pour une municipalité, le gouvernement provincial,

un service d'enseignement public ou privé, un organisme communautaire ou un OSBL. Ces constats ne surprennent pas Daniel Boyer: «Dans tous les cas, comme organisation syndicale, on a un grand rôle à jouer dans le but de permettre non seulement aux gens qui ne maîtrisent pas la langue de l'apprendre, mais aussi de permettre à ceux qui la maîtrisent de pouvoir l'utiliser dans le cadre de leur travail.»

Outiller les immigrants

Le président de la FTQ est également d'avis, un organisme communautaire ou un OSBL. Ces constats ne surprennent pas Daniel Boyer: «Dans tous les cas, comme organisation syndicale, on a un grand rôle à jouer dans le but de permettre non seulement aux gens qui ne maîtrisent pas la langue de l'apprendre, mais aussi de permettre à ceux qui la maîtrisent de pouvoir l'utiliser dans le cadre de leur travail.»

Depuis plusieurs années, la FTQ revendique des amendements législatifs dans le but de permettre à plus de milieux de travail d'avoir des comités de francisation, mais demande également plus de latitude sur le terrain pour organiser des cours de français là où les employeurs sont moins enclins à le faire. «On va regarder comment le nouveau gouvernement de la CAQ se positionnera par rapport au programme pour la francisation qui sera mis en place. Comme organisation syndicale, on pense qu'on peut y jouer un grand rôle», assure M. Boyer. La plateforme LangueDuTravail.org, une initiative de la FTQ, est un bel exemple de la façon dont

l'organisation et ses partenaires peuvent contribuer aux efforts des gouvernements et des employeurs pour la francisation.

50 ans de lutte pour un travail en français

Forte de ses cinq décennies à faire campagne pour préserver la place du français en milieu de travail, la FTQ présentera, du 18 au 22 mars, l'exposition *50 ans d'actions pour la francisation* pendant la Semaine du français au travail. «Fernand Daoust, ancien secrétaire général et président de la FTQ, a été non seulement un ardent défenseur de la langue française, mais a aussi été un pionnier de la langue française comme langue de travail. C'est à partir de lui qu'on a fait l'historique de nos actions depuis l'adoption de notre politique linguistique en 1969, souligne l'actuel président, Daniel Boyer. Ça nous a permis de constater tout le chemin qui a été fait en matière de francisation, de revenir sur toutes les campagnes menées par la FTQ, sans parler des nombreuses revendications avec les gouvernements qui se sont succédé et de notre présence continue à l'Office québécois de la langue française à titre d'organisation syndicale. Il y a beaucoup de chemin qui a été parcouru et nous sommes très fiers de présenter cette rétrospective.»

L'exposition se tiendra dans le hall d'entrée de l'édifice du Fonds de solidarité FTQ, situé au 545, Crémazie Est, à Montréal. Pour un survol des grandes initiatives de la FTQ en matière de francisation, un volet virtuel de cette rétrospective a été mis en ligne à www.ftq.qc.ca/50ansfrancisation.

Plusieurs facteurs sont associés à une plus grande proportion du temps de travail en français.

DYLAN GILLIS UNSPLASH

LA LANGUE FRANÇAISE DANS LE MONDE



368 pages - 49,95 \$

En librairie le 3 avril 2019

Présent sur les 5 continents, le français est parlé par près de 300 millions de personnes dans le monde.

Pour mieux comprendre l'évolution de notre langue, cet ouvrage fait un état des lieux à partir d'un important travail de collecte de données statistiques, d'analyses et de témoignages.

Gallimard

ORGANISATION INTERNATIONALE DE
la francophonie

Vous aimez beaucoup les expressions: quel est votre coup de cœur en ce moment?

J'ai toujours aimé porter attention aux expressions. J'habite sur le Plateau, où il y a beaucoup de Français, et j'adore les écouter pour en apprendre de nouvelles. J'écris tout ce que j'entends dans un carnet de notes. Jeune, j'adorais par exemple quand mon grand-père me sortait des expressions du genre: «ce n'est pas lui qui a inventé les *springs* après les sauterelles», pour dire que ce n'était pas quelqu'un de très brillant. Récemment, j'ai appris cette expression en vieux français que j'aime beaucoup: «y a fait un petit bout sur le poil des yeux.» Ce qui signifie qu'il est tombé face la première. Il y a plusieurs personnes qui ont fait un petit bout sur le poil des yeux cet hiver! Ça me rend très heureuse de pouvoir placer une expression de ce genre dans une chronique!

Y a-t-il une expression que vous détestez?

Ces temps-ci, le franglais est très présent et j'utilise moi-même beaucoup de mots en anglais dans mes textes pour créer des effets et faire rire. Mais on entend plusieurs expressions chez les jeunes, comme «*I guess que...*» Je trouve ça d'une laideur inouïe! Ça revient toujours, comme une béquille, et au final, ça constitue les trois quarts du vocabulaire d'une personne. Je trouve qu'on s'assoit parfois sur notre français. Je sais bien que la vie est très occupée, qu'on n'a pas nécessairement le temps de se mettre de la dentelle sur la noix pour déclamer nos plus belles phrases, mais parfois c'est le *fun* de faire un petit effort.

Pour visionner les capsules:
<https://bit.ly/2HehF4h>

PRÉSENTATIONS DE L'OUVRAGE

Judi 11 avril - 12h à 14h
Présentation du rapport quadriennal de l'OIF

Avec Clément Duhaime, Richard Marcoux et Alexandre Wolff

Salle Jean-Chapelaine
Édifice Hector-Fabre à Québec

Judi 11 avril - 19h30 à 20h
La langue française dans le monde 2019

Avec Alexandre Wolff, Richard Marcoux et Johanne Whittom

Salon international du livre de Québec - Centre des congrès

Vendredi 12 avril - 10h à 11h30
La langue française dans le monde: qu'en est-il en 2019?

Avec Jean-Louis Roy, Richard Marcoux et Alexandre Wolff

Auditorium BANQ
Montréal

FRANCOPHONIE

Pour une intégration réussie

Un programme de jumelage linguistique, créé à l'Université de Montréal il y a un an, suscite l'intérêt

MARIE-HÉLÈNE ALARIE
Collaboration spéciale

L'Université de Montréal (UdeM) est fréquentée par de plus en plus d'étudiants qui n'ont pas le français comme langue d'usage et «il faut être innovant et trouver de nouvelles façons de les accueillir», lance d'emblée Monique C. Cormier, professeure titulaire, vice-rectrice associée à la langue française et à la francophonie au vice-rectorat aux affaires internationales et à la francophonie.

Bien sûr, des cours de français existent, mais il faut d'autres façons de donner accès à la langue française, et c'est ainsi que le programme de jumelage linguistique a vu le jour l'an dernier à l'UdeM. «Ce programme fait en sorte de jumeler un étudiant qu'on appelle mentor à un étudiant non francophone qui étudie au cycle supérieur», explique celle qui est également la directrice du Bureau de valorisation de la langue française et de la francophonie. Chaque année, l'UdeM accueille des étudiants qui, en sciences fondamentales, vont venir passer quelques sessions dans un laboratoire ou avec un professeur en particulier. Ce sont les mentorés: «Cette année, ces étudiants proviennent de 13 pays, ajoute-t-elle. Pour eux, le français est une troisième ou même une quatrième langue.» Ce projet de jumelage a été conçu afin d'accompagner les étudiants pour faire en sorte qu'ils puissent fonctionner en français à l'UdeM au quotidien.

Les mentors sont aussi des étudiants, mais ils proviennent quant à eux des départements de linguistique, de littérature ou de la Faculté des sciences de l'éducation. «Ce sont tous des étudiants ayant un in-

térêt pour la question linguistique et, de plus, ils sont rémunérés», insiste la professeure. Si le service est en effet complètement gratuit pour les mentorés, les mentors reçoivent quant à eux un salaire.

«Nous cherchons à ce que l'étudiant ait un minimum de vocabulaire général lié à la recherche scientifique»

À raison de deux heures par semaine, le mentor rend visite à son mentoré sur son lieu de recherche. Cette année, l'objectif pour la session d'automne aura été de faire en sorte que l'étudiant puisse fonctionner dans son quotidien d'universitaire, à la bibliothèque, à la cafétéria ou au secrétariat, «pour qu'il puisse interagir en français sur le campus». Dans le présent trimestre, l'étudiant devra être en mesure de parler minimalement de sa recherche. Il pourrait par exemple présenter une communication en français sans toutefois entrer dans la terminologie de sa discipline. «Nous cherchons à ce que l'étudiant ait un minimum de vocabulaire général lié à la recherche scientifique», précise Monique Cormier.

Vers un élargissement

Tout au long de l'année universitaire, les mentors sont guidés par une coordonnatrice, dont le rôle est de donner des formations. «Parallèlement, on a mis en place un projet de création de matériel pédagogique à l'attention des mentors», ajoute la directrice. Ce matériel libre de droits sera prochainement mis en ligne et pourra être utilisé non seulement par les mentors de l'UdeM, mais par toute autre université qui voudrait s'en inspirer.

«Un mentoré s'exprimera facilement devant son mentor et va prendre de l'assurance parce qu'une relation s'établit entre eux», affirme la directrice, qui mentionne que l'activité suscite un grand intérêt et que le Bureau de valorisation de la langue française reçoit de nombreuses demandes. Un tri doit alors se faire.

Ainsi, les mentors doivent non seulement être issus des programmes déterminés, mais aussi faire preuve d'empathie et d'ouverture. «Plusieurs de nos mentors sont eux-mêmes passés par le processus d'immigration ou de francisation», explique la professeure, qui ajoute que «c'est une expérience professionnelle, mais c'est également une expérience humaine». Quant aux mentorés, ils devront se plier à un court entretien et démontrer leur motivation. Un contrat moral est signé, dans lequel l'étudiant s'engage à terminer le programme.

Parce que celui-ci a très bien fonctionné cette année, Monique Cormier songe à augmenter le nombre de participants l'an prochain. C'est un programme personnalisé qui fait ses preuves et «c'est un moyen de francisation qui s'ajoute à d'autres, précise M^{me} Cormier. Ça ne les remplace pas, mais ça vient bonifier l'offre qui est proposée aux étudiants».

La francophonie canadienne aux abois

La montée d'un courant politique francophobe au Canada inquiète

JEAN-FRANÇOIS VENNE
Collaboration spéciale

L'année 2018 n'a pas été de tout repos pour les communautés franco-canadiennes et acadiennes. À peine élu, le gouvernement conservateur de Doug Ford reniait sa promesse d'appuyer la création de la première université entièrement francophone en Ontario. Cet établissement devait ouvrir ses portes à Toronto en 2020. Le Commissariat aux services français, mis en place en 2007 afin d'assurer que des services soient fournis dans cette langue dans plusieurs régions ontariennes, passait ensuite à la trappe, tout comme l'aide financière de 2,9 millions de dollars promise par les libéraux au théâtre la Nouvelle Scène (LNS) Gilles Desjardins.

Au Nouveau-Brunswick, l'élection du 24 septembre 2018 a finalement débouché, quelques mois plus tard, sur la prise du pouvoir par le Parti progressiste-conservateur de Blaine Higgs, un unilingue anglophone. Pour la première fois depuis trente ans, le premier ministre de la seule province officiellement bilingue ne peut s'adresser à ses citoyens francophones dans leur langue. M. Higgs a déjà été membre du défunt parti Confederation of Regions (CoR), qui militait contre le bilinguisme dans les services publics. Il a même tenté sans succès d'en prendre la tête en 1989. Minoritaire, le gouvernement de Blaine Higgs doit s'appuyer sur le parti People's Alliance, dont le programme électoral en 2018 prônait l'abolition du Commissariat aux langues officielles de la province, ainsi que celle du réseau de santé

francophone et du système de transport scolaire francophone.

Le budget a le dos large

Il y a un trait commun entre ces récentes attaques contre les droits linguistiques des Franco-Ontariens et des Acadiens. Dans les deux cas, des raisons budgétaires et non identitaires sont invoquées pour justifier les compressions. L'annulation de l'université francophone en Ontario a ainsi été expliquée laconiquement par «un examen plus détaillé de la situation financière de la province». Idem pour les autres coupes. Au Nouveau-Brunswick, les militants anti-bilinguisme en dénoncent les coûts pour les finances publiques de la province.

«Ce sont les nouveaux habits de la francophonie, tout simplement», explique Serge Miville, titulaire de la Chaire de recherche en histoire de l'Ontario français à l'Université Laurentienne. Au début du XX^e siècle, rappelle-t-il, des arguments identitaires alimentaient les mesures anti-francophones, comme la volonté de promouvoir l'anglais et de fonder un pays homogène culturellement et linguistiquement. La francophonie était alors plus explicite, notamment dans les propos virulents de l'Ordre d'Orange ou des catholiques irlandais.

Il donne l'exemple du règlement 17, adopté en Ontario en 1912. Ce dernier interdisait l'usage du français comme langue d'enseignement et de communication dans les écoles. À l'époque, cette mesure visait directement à contrer le développement d'une communauté franco-ontarienne en plein essor. Des raisons semblables ont présidé

Curieux? C'est lojq.org Québec

Allez-y! C'est lojq.org QUÉBEC VOLONTAIRE

Partage Engagement Volontariat Communauté

lojq Québec

LOJQ, acteur engagé de la mobilité jeunesse en Francophonie

LOJQ - Les Offices jeunesse internationaux du Québec - a comme mission de favoriser le développement professionnel et personnel des jeunes adultes du Québec en leur permettant de réaliser un projet comportant une mobilité au Québec, au Canada et à l'international. En 2018-2019, quelque 5 000 jeunes, âgés de 18 à 35 ans, ont reçu une aide directe de LOJQ pour se rendre dans 92 pays.

L'histoire d'amour entre LOJQ et la Francophonie a débuté en 1968 avec la création de l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ). Son objectif était alors de «permettre la rencontre et la redécouverte des peuples français et québécois à travers leurs jeunes générations». Au fil des années, d'autres Offices de mobilité jeunesse furent créés par le gouvernement du Québec, ouvrant de nouvelles perspectives pour la réalisation de projets dans divers pays de la Francophonie.

C'est ainsi qu'en 2018-2019, après plus de 51 ans d'existence, 3 231 participants du Québec ont pu réaliser un projet dans 47 pays membres de la Francophonie. Aussi, 3 328 participants en provenance de 17 pays francophones ont eu l'opportunité d'effectuer des projets au Québec.

De nouvelles initiatives spécifiquement dédiées à la Francophonie

Avec le soutien financier du Secrétariat à la jeunesse, du ministère des Relations internationales et de la Francophonie, de la Fondation LOJQ et du Fonds Vert, LOJQ a récemment élargi son offre de services par des initiatives ciblant plus spécifiquement les jeunes et les pays de la Francophonie.

Ainsi, lors de la 21^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Paris en 2016, le Gouvernement du Québec a annoncé l'adoption d'un ensemble de mesures de coopération climatique. Parmi celles-ci, l'Initiative jeunesse de lutte contre les changements climatiques, gérée par LOJQ. Elle vise à renforcer les capacités des pays francophones les plus vulnérables aux changements climatiques par le soutien à des projets de jeunes adultes du Québec, de l'Afrique subsaharienne, de l'Afrique du nord et des Antilles, engagés dans la lutte contre les changements climatiques.

L'Initiative québécoise en matière de créativité entrepreneuriale jeunesse en Francophonie, annoncée par le premier ministre François Legault lors du Sommet de la Francophonie tenu en Arménie l'automne dernier, est un autre programme dont la mise en œuvre a été confiée à LOJQ. Son objectif est de stimuler la fibre entrepreneuriale des jeunes vivant dans des États et gouvernements membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), en leur permettant notamment de suivre des formations au sein d'incubateurs et accélérateurs d'entreprises du Québec et de la Francophonie.

Une autre initiative riche en retombées fut la création du Parcours numérique francophone. Initié en partenariat

avec la section française de l'OFQJ, le Bureau International Jeunesse de Bruxelles et l'OIF, quatre événements composent ce parcours qui vise à renforcer la coopération numérique de la jeunesse dans l'espace francophone: la Semaine numérique de Québec, l'AfricaWeb festival d'Abidjan, le Kikk festival de Namur et le Web2Day de Nantes. Impliqués depuis 10 ans dans le champ de l'entrepreneuriat jeunesse et du numérique, les partenaires ont l'ambition de créer une communauté d'affaires et des réseaux pérennes en français.

Québec Volontaire, le dernier né de LOJQ

Avec la volonté de toujours répondre aux besoins des jeunes, le nouveau programme Québec Volontaire fut lancé le 21 février dernier. L'adjoint parlementaire du premier ministre pour le volet jeunesse, Samuel Poulin, qui présidait cette cérémonie, précisait alors que «ce nouveau programme allait faire vivre aux jeunes des expériences inédites et enrichissantes qui les sortiraient de leur quotidien et leur permettraient d'élargir leurs horizons». La particularité de Québec Volontaire est de s'adresser à tous les jeunes, de 18 à 29 ans, qui ont comme principale motivation de s'engager dans une initiative ayant des retombées positives et concrètes au sein d'une communauté. Consacré dans un premier temps à des projets se déroulant au Québec, la Francophonie est elle aussi ciblée par ce programme.

L'entrepreneuriat à l'honneur pour la Journée internationale de la Francophonie

Aujourd'hui, à l'occasion de la Journée internationale de la Francophonie, LOJQ témoigne, une fois de plus, de son engagement à l'égard de la Francophonie. Il coorganise, avec le ministère des Relations internationales et de la Francophonie, l'activité «Le français, une langue d'affaires!». Huit jeunes entrepreneurs francophones du Cameroun, de la France, de la Louisiane, du Manitoba, du Maroc, du Québec et de la Fédération Wallonie-Bruxelles témoigneront de leur réalité entrepreneuriale francophone dans leur pays et feront des présentations éclairées de leur projet d'entreprise. Grâce à cette activité, LOJQ souhaite permettre le rayonnement de jeunes entrepreneurs francophones innovants, favoriser le maillage entre eux et faire découvrir le riche écosystème d'affaires québécois.

LOJQ a à cœur la Francophonie depuis le premier jour de sa création et compte poursuivre sa mission auprès des jeunes tout en la faisant rayonner aux quatre coins du Québec, du Canada et du monde.

Pour plus d'informations sur les programmes de LOJQ, nous vous invitons à consulter lojq.org.

RETROUVEZ NOS OPPORTUNITÉS

en ligne

lojq.org

sur nos réseaux sociaux



FRANCOPHONIE



Manifestation à Ottawa contre les coupes du gouvernement ontarien dans les services aux francophones le 1^{er} décembre dernier

PATRICK DOYLE
LA PRESSE CANADIENNE

à l'interdiction de l'enseignement en français après la deuxième année du primaire en Alberta, en vigueur jusque dans les années 1960.

Faire entendre sa voix

Une situation que Jean Johnson, président de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA), a bien connue. Originaire de Donnelly, dans le nord de l'Alberta, il se souvient de l'époque où il se rendait à l'école avec ses petits camarades francophones, pour se faire enseigner dans une langue qu'aucun d'entre eux ne maîtrisait.

Inutile de préciser qu'il observe avec tristesse et colère les nouvelles attaques contre les droits linguistiques des francophones, qu'il décrit comme une manifestation canadienne de la tentation du populisme. Loin de baisser les bras, il rappelle l'importance de répondre à ceux qui font du « Québec *bashing* » ou tiennent

des propos anti-francophones ou anti-bilinguisme.

« Ce sont les nouveaux habits de la francophobie, tout simplement »

« Il faut relancer ces gens avec des contre-arguments, affirme-t-il. C'est justement le rôle de la FCFA de mettre en lumière la richesse et l'importance du fait français au pays et les avantages liés à un Canada bilingue. » La Fédération porte d'ailleurs la parole des francophones jusqu'au sommet de l'État. M. Johnson a récemment rencontré le premier ministre

Justin Trudeau, afin de lui confier ses inquiétudes et de présenter sa vision de la dualité linguistique au pays. Au passage, il a réitéré la revendication de la FCFA d'obtenir une révision de la Loi sur les langues officielles. M. Trudeau devrait présenter au cours des prochaines semaines un projet de loi type.

La FCFA a dévoilé le 5 mars sa vision des changements à apporter à cette loi, laquelle célèbre cette année son cinquantième anniversaire. La Fédération souhaite notamment la création d'une autorité centrale capable de faire respecter cette loi dans toutes les institutions fédérales et celle d'un tribunal administratif des langues officielles, ainsi que le renforcement du rôle du commissaire aux langues officielles. Elle propose aussi que tous les transferts de fonds aux provinces et territoires comportent une obligation d'adopter des mesures d'appui aux langues officielles.

Réapprendre à se parler

La FCFA travaille également à l'organisation d'un grand sommet des francophones du Québec, des Franco-Canadiens et des Acadiens. Un projet auquel le premier ministre François Legault et Sonia LeBel, ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne, se seraient montrés ouverts, selon M. Johnson. Ce dernier rêve d'un gigantesque rassemblement à l'été 2020, combinant fête culturelle et grande conversation nationale sur la dualité linguistique au pays.

« Il faut ouvrir un dialogue et créer un espace d'échange récurrent, croit-il. Les francophones ont eu tendance à se concentrer sur leur propre communauté depuis plusieurs années, mais la mobilisation nationale du 1^{er} décembre dernier a montré la force de l'unité. » Cette journée-là, des milliers de Franco-Canadiens de partout au pays sont descendus dans la rue pour manifester contre les

compressions décrétées dans les services aux francophones en Ontario.

Bien sûr, ce grand rassemblement ne peut que rappeler les états généraux de 1966-1969. Or, ces derniers avaient marqué une rupture entre les Québécois et les Franco-Canadiens. À l'époque, les délégués avaient adopté une résolution désignant le Québec comme territoire national du Canada français. Les Franco-Ontariens et une bonne partie des francophones de l'Ouest et des Acadiens s'y étaient opposés et avaient eu l'impression d'être abandonnés par les francophones du Québec.

« Il est temps d'oublier cet épisode et de recommencer à se parler, affirme Serge Miville. Il faut multiplier les points de rencontre entre le Québec et les francophones du reste du Canada, cibler nos intérêts convergents et nous unir pour créer un meilleur rapport de force. Le Québec gagne quand la francophonie canadienne va bien, et l'inverse est aussi vrai. »

Le français,
c'est dans
l'ADN de
l'UdeM

L'Université de Montréal promeut une exploration universelle et sans complexe de la langue française. Le concours « Délie ta langue! » et la consultation « Mon idée pour le français à l'UdeM » ont invité des jeunes à se l'approprier et le public à en conforter l'avenir.

Université 
de Montréal et du monde.

francais.umontreal.ca

FRANCOPHONIE

INSTITUT DE LA FRANCOPHONIE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pour un monde plus durable... en français

STÉPHANE GAGNÉ

Collaboration spéciale

Mobiliser, concerter, former, innover; le français, outil du développement durable. Tel est le thème du mini-colloque organisé le 28 mars à Québec par l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD). Un thème qui résume bien la mission que s'est donnée l'IFDD. Une mission qui s'est élargie au fil des années.

« Nous avons organisé plus de 40 activités parallèles pour traiter des actions prises en développement durable »

Créé en 1988, l'IFDD se nommait à l'époque Institut de l'énergie ayant en commun l'usage du français. L'organisme se concentrait surtout sur les questions énergétiques. En 2013, après le sommet Rio+20 et la préoccupation grandissante pour le développement durable, l'organisme a changé de nom pour celui d'Institut de la Francophonie pour le développement durable. Depuis ce temps, il fait la promotion des multiples facettes du développement durable, de diverses façons. En créant des partenariats, en publiant des guides (destinés aux décideurs, par exemple), des revues spécialisées et des documents scientifiques et techniques, en français. Ou encore en



La 24^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Katowice, en Pologne, en décembre dernier
IFDD

organisant des événements visant à informer et à sensibiliser le public sur le développement durable.

L'IFDD a d'ailleurs été très actif à ce chapitre lors de la 24^e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP24) à Katowice, en Pologne, en décembre dernier. « Nous avons organisé plus de 40 activités parallèles pour traiter des actions prises en déve-

loppement durable notamment par nos partenaires et notre organisme en association avec l'Organisation internationale de la Francophonie [OIF], affirme Issa Bado, attaché de programme à l'IFDD. Ces activités se sont tenues au Pavillon de la Francophonie sur le site de la COP24. » On y a traité, par exemple, de l'initiative de la Grande Muraille verte qui vise à stopper la désertification au Sahel, ou encore de l'im-

pact des changements climatiques sur la santé.

Une autre action importante de l'IFDD est d'offrir du soutien aux négociateurs et des outils pour les décideurs. C'est ainsi que l'IFDD produit depuis des années des guides, en français, destinés aux négociateurs des pays de la Francophonie des conférences de l'ONU sur les changements climatiques, la biodiversité et la désertification.

Et cela, afin de les aider à mieux comprendre les enjeux entourant ces rencontres internationales. « Cette année, par exemple, nous avons produit un guide des négociations pour la COP24 et un résumé destiné aux décideurs pour cette même conférence, dit Issa Bado. Puisque cet événement et plusieurs autres se déroulent en anglais, cela aide beaucoup les participants de la Francophonie dont la langue d'usage est le français. »



Il y a 30 ans, TV5 ouvrait une grande fenêtre sur la francophonie. Des regards d'ici et d'ailleurs se sont croisés. Des accents de toutes les couleurs s'y sont mêlés. Plus que jamais ouverte sur le monde, sur sa diversité et sa beauté, au plus près de l'aventure humaine, TV5 continue de voir les choses autrement...

30 ANS
TV5

FRANCOPHONIE

Le Québec engagé dans la francophonie



Collaboration de FRANCOPOPOL au projet PAX pour la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants au Maroc
FRANCOPOPOL

Acteur important au sein de la francophonie, le Québec exerce un rôle primordial en matière de droits de l'Homme, de démocratie et de sécurité publique. Au fil des années, des institutions québécoises ont donné un coup de pouce dans la création d'organismes et de réseaux membres. Coup de projecteur sur quelques initiatives.

STÉPHANE GAGNÉ
Collaboration spéciale

En octobre 2018, le Réseau international francophone de formation policière (FRANCOPOPOL) tenait son cinquième congrès à Dakar, au Sénégal. À cette occasion, il a été question de gestion des risques et des nouvelles menaces. L'organisme qui existe depuis septembre 2008 est l'initiative de l'École nationale de police du Québec (ENPQ), de la Sûreté du Québec et de la Police nationale française. Il a pour mission de favoriser la mise en commun des meilleures pratiques, de partager des expertises et d'offrir des formations.

« Avant, il y avait un partage bilatéral d'expertises entre pays francophones, mais depuis la création de FRANCOPOPOL, ce partage est devenu multilatéral », explique Pierre St-Antoine, directeur des affaires institutionnelles et des communica-

tions à l'ENPQ et trésorier et administrateur numérique de FRANCOPOPOL. L'organisme a ainsi permis des avancées importantes dans plusieurs domaines liés à la sécurité publique. « Des comités techniques composés d'experts de divers pays francophones ont ainsi rédigé des guides destinés aux corps policiers de ces pays », affirme M. St-Antoine. À ce jour, quatre ont été publiés (ex. : pratiques inspirantes en matière de lutte contre la radicalisation et le contrôle des foules en respect avec les droits et libertés).

Selon M. St-Antoine, le réseau FRANCOPOPOL reçoit aussi des mandats de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) afin d'offrir des formations ou des séminaires à des corps policiers de pays africains. « Des formations de ce type ont eu lieu notamment sur le terrorisme, sur le droit des femmes et sur la radicalisation », précise son trésorier. D'autres sont à venir.

Pour de meilleures élections

Dans un souci d'améliorer les processus électoraux et démocratiques, le Réseau des compétences électorales francophones (RECEF), dont le siège se trouve à Québec, a aussi été créé en 2011. L'une des réalisations de ce réseau a été la publication d'un guide pour les observateurs d'élections par le Directeur général des élections du Québec (DGE). « Le réseau travaille au développement de bonnes pratiques, accueille des délégations étrangères et participe à des missions électorales », indique Michel Constantin, conseiller aux affaires politiques et institutionnelles à la direction de la Francophonie du Québec. Il mentionne d'ailleurs que des représentants de pays francophones se sont rendus à Québec, lors des dernières élections provinciales d'octobre dernier, afin d'en apprendre davantage sur le système électoral en vigueur ici. « Ils ont été impressionnés par la rapidité avec laquelle nous diffusons les résultats du vote », affirme-t-il.

Pour une amélioration du droit

Au fil des années, les membres francophones de l'Association inter-

naionale des procureurs et poursuivants (AIPP) ont réalisé l'importance d'accroître la présence francophone au sein de cette instance, dont les travaux se déroulent en anglais. En 2009, l'Association internationale des procureurs et poursuivants francophones a ainsi été créée. Le Directeur des poursuites criminelles et pénales du Québec (DPCP) y a grandement contribué. « L'association a ainsi permis la traduction d'un manuel sur les droits de l'Homme qui n'était jusque-là disponible qu'en anglais », illustre M. Constantin.

Dans le but de permettre une meilleure entraide et une meilleure coordination entre pays francophones sur les droits de la personne, l'Association des ombudsmans et médiateurs de la Francophonie (AOMF) a quant à elle été créée en 2009. C'est le Protecteur du citoyen du Québec qui en a été l'instigateur et qui a été chargé de rédiger le projet de statuts. Depuis, l'AOMF s'engage à promouvoir et à défendre la démocratie, l'Etat de droit et la démocratie dans les pays francophones. La formation et le transfert de connaissances sont au cœur de sa mission. Toujours dans le domaine des droits de la personne, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

s'est investie dans la création de l'Association francophone des commissions nationales des droits de l'Homme. Depuis 2002, elle a pour mission notamment de mettre en réseau des institutions nationales œuvrant dans le domaine des droits de l'Homme (INDH), de soutenir les INDH, d'aider à leur développement et de favoriser leur création dans les pays où il n'y en a pas.

« Avant, il y avait un partage bilatéral d'expertises entre pays francophones, mais depuis la création de FRANCOPOPOL, ce partage est devenu multilatéral »



DE RENFORCEMENT

1987 **32** 2019

ANS

DE CAPACITÉS

PRÈS DE 2,700 BOURSES
DISTRIBUÉES DANS LES
37 PAYS BÉNÉFICIAIRES

900



Près de 900 boursières diplômées

51%



Une stratégie d'égalité en genre (AGIR) qui donne des résultats: 51% des boursier-ère-s sélectionné-e-s en 2018 sont des femmes.

4,400



Un programme qui contribue à sa carbonneutralité: près de 4,400 arbres plantés pour compenser 645 tonnes de CO₂ émis.

www.boursesfrancophonie.ca


Affaires mondiales Canada


Global Affairs Canada


Canadian Bureau for International Education
Bureau canadien de l'éducation internationale


WUSC/EUMC

FRANCOPHONIE

Le français se porte-t-il bien dans le monde?



Vue aérienne du marché central de Bamako, au Mali. Le Mali fait partie de ces pays d'Afrique subsaharienne où le français continue de progresser. MICHELE CATTANI AGENCE FRANCE-PRESSE

À l'heure où l'anglais s'impose comme langue internationale, on pourrait penser que le français perd peu à peu du terrain. Or, ce dernier serait plutôt en progression, nous apprend l'ouvrage *La langue française dans le monde*.

CATHERINE MARTELLINI
Collaboration spéciale

Depuis 10 ans, on dénombre 35 millions de francophones de plus à l'échelle planétaire, soit un total de 300 millions, fait état l'ouvrage *La langue française dans le monde*, rapport quadriennal de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), publié par Gallimard le 3 avril.

L'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF), dont le siège social est à l'Université Laval, a contribué une troisième fois à cette édition, sa première collaboration datant de sa fondation, en 2009. Son apport à l'ouvrage est significatif: son réseau de chercheurs provenant de 40 pays dans le monde a permis d'ajouter de la rigueur au processus de dénombrement des francophones en fournissant à l'OIF des données de qualité.

«Il n'existe pas de recensement international du nombre de francophones dans le monde», souligne Richard Marcoux, professeur titulaire au Département de sociologie de l'Université Laval et directeur de l'ODSEF.

Grâce au travail de l'ODSEF, le calcul du nombre de francophones repose maintenant à 93% sur des statistiques fiables. «Pour un pays comme Monaco qui compte 250 000 habitants, que l'on obtienne des données de 92% ou de 95%, l'écart ne gêne pas trop, mais pour la République démocratique du Congo, où les estimations variaient auparavant de 15 à 60 millions de francophones, la marge d'erreur n'avait aucun sens.»

L'Afrique, reine du français

«Des 300 millions de francophones, 235 millions font partie de ce qu'on appelle la galaxie francophone, soit les pays pour lesquels le français est une réalité, c'est-à-dire où on trouve de l'affichage en français et une population qui le parle», précise Richard Marcoux.

C'est le cas de la France, du Québec, de certains pays du Maghreb, comme le Maroc, la Tunisie, l'Algérie, et de l'Afrique subsaharienne.

65 millions d'autres font partie d'un pays où le français n'est pas une langue officielle ou n'est pas une réalité quotidienne.

Dans la galaxie francophone, 90% proviennent de l'Afrique, dont 75% de l'Afrique subsaharienne et 15% de l'Afrique du Nord.

«Cette progression s'explique d'abord par la forte croissance démographique des pays d'Afrique subsaharienne, mais aussi par des investissements majeurs dans l'éducation en français dans des pays comme le Sénégal, le Burkina Faso et le Mali», ajoute-t-il.

Tout n'est toutefois pas rose pour cette région qui doit faire face à des

enjeux de taille liés à la qualité de l'enseignement et au climat sociopolitique. «Au Burkina Faso, les écoles se vident par crainte des parents d'y envoyer leurs enfants à cause du climat d'insécurité qui y règne. Même les enseignants ne veulent plus se présenter, car ils sont menacés», note le directeur de l'ODSEF.

Si le français en Afrique progresse, les pays asiatiques, eux, sont parmi ceux où la langue de Molière connaît peu d'essor. Il en va de même en Europe du Nord, où des pays comme la Finlande, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède, qui jouissent d'une langue nationale très forte, s'orientent vers l'anglais plutôt que le français dans l'apprentissage d'une autre langue.

Être ou ne pas être francophone

Le plurilinguisme prend également le pas sur l'unilinguisme, observe-t-on. C'est pour cette raison que dans les estimations, la langue maternelle n'est pas choisie pour définir ce qu'on entend par «francophones» dans le monde.

«Si on ajoutait cette dimension à la définition, il n'y aurait pratiquement aucun francophone en Afrique, soutient Richard Marcoux. Léopold Sédar Senghor et Dany Laferrière, tous deux membres de l'Académie française, ne seraient donc pas considérés comme des francophones!»

Bien que l'ODSEF tente d'harmoniser les définitions de «francophones» en les adaptant aux réalités de chacun des pays, des différences demeurent. En Afrique, par exemple, c'est la capacité à lire et à écrire en français qui se révèle un bon indicateur de la francophonie sur ce continent.

«Des 300 millions de francophones, 235 millions font partie de ce qu'on appelle la galaxie francophone, soit les pays pour lesquels le français est une réalité, c'est-à-dire où on trouve de l'affichage en français et une population qui le parle»

Au Canada, c'est la définition de Statistique Canada qui est utilisée, soit la capacité de parler dans les deux langues officielles, ce qui correspondrait à 10 millions de personnes. Cela inclut les gens de langue maternelle anglaise, qui utilisent l'anglais comme langue parlée à la maison, mais qui lors du recensement déclarent être à même de comprendre et de s'exprimer en français dans une conversation.

De plus, ce n'est pas parce que le français a progressé que cela signifie *a contrario* que l'anglais régresse. «L'anglais est vraiment en train de se consolider comme langue internationale: elle est partagée par des milliards d'individus comme première langue, mais aussi comme langue seconde et tierce. On est vraiment dans un contexte plurilingue.»

Des présentations de l'ouvrage *La langue française dans le monde* sont prévues à Québec, le 11 avril au Salon international du livre de Québec, et le 12 avril prochain à Montréal, à Bibliothèque et Archives nationales du Québec.

Lettre ouverte de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie, Nadine Girault, et de la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne, Sonia LeBel

Aujourd'hui 20 mars, plus de 274 millions de locuteurs francophones établis sur les cinq continents célèbrent le fait français, cette langue commune qui nous unit et dont nous sommes si fiers. Notons d'ailleurs que la langue française se hisse au second rang des langues les plus apprises dans le monde. C'est dans cet esprit que le gouvernement du Québec souhaite notamment affirmer son leadership en Francophonie, que ce soit au sein du Canada, des Amériques et du monde entier.

Le Québec, un chef de file en Francophonie

Le Québec est membre de plein droit de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). De par son statut au sein de cette organisation, il joue un rôle d'influence, ayant un accès privilégié auprès des chefs d'État et de gouvernement qui partagent notre langue commune. Cette organisation rend possible la signature des ententes permettant, par exemple, à des étudiants québécois de vivre des expériences d'études ou de travail en Afrique francophone ou en Europe, et à des chercheurs et à des étudiants de ces continents de séjourner au Québec. Ainsi se construisent les réseaux qui, demain, feront de notre monde un endroit plus ouvert.

Le Québec souhaite contribuer aussi à la modernisation de la Francophonie en mettant son expertise à son service, que ce soit le renforcement de l'État de droit, la protection des droits de la personne et l'égalité entre les femmes et les hommes. Nous sommes fiers de mettre les talents du Québec au service des pays de l'espace francophone pour contribuer au renforcement des capacités en matière d'élections, de formation policière et d'institutions judiciaires.

Quelques jours après l'élection du nouveau gouvernement, le premier ministre François Legault participait au XVII^e Sommet de la Francophonie à Erevan et à l'adoption d'une politique sur la transparence, que le Québec avait pilotée. C'est aussi à Erevan qu'étaient adoptées la Résolution sur l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'Homme et la Stratégie de la Francophonie pour la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, des droits et de l'autonomisation des femmes et des filles.

Le Québec et la France

Le Québec est le berceau de l'Amérique française et par ce fait même, notre activité internationale se conjugue avec un fort devoir de mémoire. Une responsabilité historique repose sur le gouvernement du Québec pour jouer un rôle important de promotion de la langue française et des valeurs qui y sont associées au sein de l'espace francophone. À cet égard, notre relation directe, privilégiée, stratégique et structurelle avec la France dénote cette priorité commune entre nos deux nations.

La lutte contre les inégalités et la création de la richesse pour tous sont aussi des chantiers majeurs de l'espace francophone. La France et le Québec sont des alliés indéfectibles sur la scène internationale pour mener de front ces priorités qui nous tiennent à cœur.

Une vision pour l'Afrique

En 2019, se considérer un joueur sérieux en Francophonie, c'est aussi faire preuve de leadership en portant un regard plus attentif sur le continent africain. En 2100, 40% de la population mondiale sera située en Afrique et 30% de celle-ci aura moins de 35 ans. Sur 88 pays membres et observateurs à l'OIF, 34 sont situés sur ce continent. Il faut profiter du fait que plusieurs pays africains sont membres de l'OIF, ce qui a permis au Québec d'entretenir sur une base régulière des liens directs avec eux.

Le gouvernement du Québec sera donc proactif en Francophonie, en s'intéressant davantage à l'Afrique, qui fait face à de nombreux défis sur les plans de la démographie, de l'emploi, du développement économique, du développement durable et de la radicalisation. Les défis de l'Afrique sont désormais ceux de toute la Francophonie. C'est pourquoi nous avons investi près de 67 millions de dollars dans des projets de solidarité prioritaires pour notre gouvernement. D'ailleurs, pour l'année 2018-2019, 174 jeunes Québécoises et Québécois participeront à un projet de solidarité internationale dans l'espace francophone, notamment en Afrique.

Le Québec a des liens de longue date avec l'Afrique et nous allons renforcer nos actions et nos collaborations en appui à nos représentations de Dakar, d'Abidjan et de Rabat. C'est dans ce contexte, et avec l'ambition économique de plusieurs nations africaines, que le Québec se munira d'une «vision Afrique», qui accordera une importance particulière à la jeunesse, au développement économique et à la langue française.

Le Québec, leader auprès des francophones canadiens

La contribution du gouvernement du Québec au renforcement de l'espace francophone s'exprime aussi au sein du Canada, et nous voulons renouveler nos efforts en ce sens. Au cours des derniers mois, l'attention portée à la francophonie canadienne s'est accompagnée d'un regain de solidarité des Québécoises et des Québécois envers les francophones de tout le Canada. Nous souhaitons que cet élan de solidarité se poursuive et qu'il s'incarne dans des actions concrètes, porteuses de retombées pour les communautés francophones et acadiennes comme pour le Québec. C'est pourquoi nous croyons qu'il est temps, pour notre gouvernement, d'examiner notre rôle dans la francophonie canadienne.

Ensemble, avec tous les partenaires de la francophonie canadienne, nous soutenons déjà la vitalité, la promotion et l'épanouissement de la langue française, des cultures francophones et des communautés francophones et acadiennes qui les font vivre au quotidien. Notre politique québécoise de la francophonie canadienne doit bénéficier encore plus à tous ces acteurs. Nous souhaitons ainsi accroître notre leadership auprès des communautés francophone au sein du Canada.

En terminant, le gouvernement du Québec souhaite que le français soit une langue porteuse de prospérité pour chacun. Nous voulons une Francophonie forte, rassembleuse, prospère, inclusive, fière de ses différents visages et reconnue pour ses avantages.



Nadine Girault

Sonia LeBel